





## **Notice d'information relative à la demande de scolarisation hors de la commune de résidence**

### **I. Pièces justificatives obligatoires à joindre au formulaire de demande de dérogation**

Les différents motifs justifiés seront pris en considération pour instruire la demande, mais ne conduiront pas systématiquement à un accord. En cas d'absence des justificatifs, la demande ne sera pas traitée.

1. Justificatif de domicile de moins de trois mois.
2. Copie du livret de famille.
3. Si la demande est motivée par l'activité professionnelle des parents, joindre le certificat des employeurs attestant de l'activité professionnelle des deux parents à la date de la rentrée scolaire ou à la date de la scolarisation de l'enfant.
4. Si la demande de dérogation est motivée par un rapprochement de fratrie, joindre le certificat de scolarité de l'enfant déjà inscrit et justifier du cas dérogatoire de l'enfant lors de son inscription.
5. Si la demande est motivée par des raisons médicales, joindre le certificat médical du médecin traitant.
6. Si la demande est justifiée par l'inscription de l'enfant dans une classe spéciale, joindre l'attestation d'affectation ou de scolarisation de l'Éducation Nationale.

Pour tout autre motif à la demande de dérogation, joindre les pièces justificatives que vous estimerez nécessaires.

### **II. Procédure à suivre**

Toute demande de recours doit être formulée dans un délai de deux mois à compter de la réception du refus.

1. Les parents remplissent le formulaire et le transmettent au maire de leur commune de résidence.
2. La demande est transmise par le maire (ou le président de l'intercommunalité concerné) de la commune d'accueil (ou au président de l'intercommunalité concerné).
3. Le maire de la commune d'accueil notifie sa décision à tous les intervenants.

### **III. Voies de recours en cas de refus de dérogation**

Il est possible de contester la décision du directeur académique par un recours administratif :

- soit « gracieux » devant l'auteur de l'acte (le maire qui a refusé la demande) ;
- soit « contentieux » en contestant la décision devant le Tribunal administratif.

Tout recours doit être formulé dans un délai de deux mois à compter de la réception du refus.